

- NUMERO SPECIAL A PRIX LIBRE -

LE MONDE LIBERTAIRE



LE JOURNAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE, ADHÉRENTE À L'INTERNATIONALE DES FÉDÉRATIONS ANARCHISTES

Novembre 2015. Numéro Spécial COP21 : supplément au bimestriel n°63

NUMÉRO SPÉCIAL :

COP 21 : pour quoi faire ?

Au-delà du climat

Après les échecs successifs des "sommets" antérieurs (Rio 1992, Kyoto 1997, Copenhague 2009, Cancun 2010, Durban 2011, Lima 2014), la COP21, 21^e conférence des Nations unies sur le climat, se tiendra à Paris du 30 novembre au 11 décembre prochain. Décrypter les enjeux géopolitiques, économiques et financiers qui entourent cette nouvelle grand-messe onusienne, c'est prédire – avec une marge d'erreur quasi nulle – un nouvel échec. Pour dépasser – peut-être – les intérêts divergents, les égoïsmes nationaux, les antagonismes historiques, la seule solution appartient aux peuples, à condition de vouloir sa mise en œuvre.

Ce que la science nous dit

D'ici à la fin du siècle, certaines recherches nous disent qu'il faut s'attendre à un réchauffement de 0,3° à 4,8° selon les différents scénarios d'émissions. Le changement climatique représente la première menace sur la sécurité alimentaire dans les prochaines décennies, en raison de son impact sur les rendements agricoles et la multiplication des sécheresses et des inondations, destructrices pour les récoltes.

Or il est "extrêmement probable" que ce dérèglement climatique soit lié aux émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par les activités humaines. L'essentiel de ces gaz est produit par la fabrication de notre énergie, nos déplacements, notre alimentation et la déforestation. Entre 1900 et 2010, les émissions mondiales de GES ont crû de 30 %. Avec, bien entendu, un profond sentiment d'injustice puisque les principales victimes sont les "pays pauvres" et les principaux responsables les "pays riches", dont la prospérité est bâtie sur une histoire meurtrière.

L'illusion des énergies renouvelables

Un jeu d'enfant ! Puisque l'utilisation massive des combustibles fossiles constitue la cause principale du dérèglement climatique, il suffit de s'orienter vers les énergies

renouvelables et les techniques douces, par le biais d'une "transition énergétique", véritable "dynamique vertueuse créatrice de richesses et d'emplois, portée par une réglementation transparente, une écofiscalité équitable, le développement d'une culture de la citoyenneté énergétique" ! Une "troisième révolution industrielle" qui "autoriserait même un partage local de la richesse issue de la valorisation du potentiel énergétique de chaque territoire, et contribuerait à diminuer les tensions géopolitiques induites par les inégalités d'accès à l'énergie" ! Selon les dirigeants et leurs valets, un authentique conte de fées ! Solaire, éolien, hydraulique, biomasse, déchets, géothermie... : réserves insoupçonnées, perspectives mirobolantes d'énergie propre ! On en oublierait presque que 50 % de la consommation mondiale d'énergie est engloutie par seulement 15 % de la population mondiale. On oublierait presque également que, malgré les discours lénifiants, 600 à 1000 milliards de dollars de subventions publiques annuelles sont attribués aux énergies fossiles ! Et si la réalité était beaucoup moins enthousiasmante ?

L'énergie, c'est le pouvoir

La réalité, c'est d'abord un bilan chiffré : l'ensemble des énergies renouvelables

ne représente actuellement que 14 % de l'énergie primaire totale consommée dans le monde (et seulement 6,4 % dans l'Union européenne). C'est dire que leur poids économique est très inférieur à leur visibilité médiatique. La leçon à tirer est donc une extrême prudence, parce que si les énergies renouvelables cumulées ont un potentiel théorique de production très élevé, ces gisements sont souvent extrêmement difficiles à exploiter massivement et de façon durable. D'autant que de nombreux obstacles se dressent déjà ou se laissent entrevoir (puissance des lobbies du pétrole et du nucléaire, coût souvent élevé des investissements, lourdeur des démarches administratives...). Mais la réalité, c'est aussi les réalisations sur le terrain. Un peu partout sur la planète, d'immenses centrales photovoltaïques ou thermiques colonisent l'espace sur des surfaces considérables, expropriant de nombreuses populations. En France, la filière solaire est désormais tout entière aux mains des deux piliers de la politique énergétique, EDF et le CEA. Ce schéma vaut aussi pour l'éolien avec la création de "parcs" ou "fermes" de grande dimension. Idem pour les grands barrages hydroélectriques, dont les projets se multiplient. Avec les "dommages collatéraux" que l'on connaît : des

espaces naturels dévastés, des populations rurales dépossédées de leur lieu de vie, déportées et concentrées en milieu urbain pour y être prolétariées.

Mais est-il si surprenant que l'énergie renouvelable se retrouve sous la coupe des grands trusts? L'histoire de l'énergie est aussi celle de la concentration du pouvoir. La gestion de l'énergie – entre autres – est entre les mains d'une caste de scientifiques, hauts fonctionnaires, militaires et hommes d'affaires (voire des mafias, ce qui n'est d'ailleurs pas très différent) dont le fonctionnement court-circuite toute décision politique face aux impératifs techniques. Les énergies renouvelables ne peuvent en aucun cas constituer un support technique à un changement social radical sans une transformation préalable des structures politiques, des processus de décision. Les systèmes énergétiques conventionnels sont constitués de chaînes longues et complexes (extraction, production, transport, stockage, consommation). Tant que ces chaînes demeureront, même les énergies renouvelables offriront aux gouvernements la possibilité d'un contrôle politique sur les populations à travers leur dépendance énergétique, et aux multinationales l'opportunité de réaliser des profits par l'entretien de besoins artificiels. Évacuer la dimension sociale et les relations de pouvoir revient à réduire le traitement de la question énergétique à une

simple "ingénierie de l'environnement", favorable aux carrières des politiciens, mais peu propice au bien-être des peuples.

Une société à reconstruire

Au-delà d'ajustements techniques stériles, une transformation culturelle et politique profonde est nécessaire pour envisager une société nouvelle. Entreprendre une "décolonisation de son imaginaire" pour percevoir que le dogme de la croissance économique illimitée est devenu la religion de la société moderne; que le gaspillage énergétique est une condition fondamentale du maintien du système économique mondial, c'est-à-dire que celui-ci ne peut se développer qu'en sapant ses propres fondements; que la foi aveugle dans les bienfaits de la technologie conduit à une impasse; que l'abandon des biens et services ne sera jamais un préalable à l'émancipation; que le problème des limites et de la finitude des ressources naturelles ne sera pas résolu par une fuite en avant suicidaire, mais par une analyse lucide de la condition humaine.

Il est temps de dissiper l'illusion qu'un haut degré de culture implique nécessairement un niveau de consommation d'énergie aussi élevé que possible. De détruire le mythe techno-scientifique et les fantasmes d'une société hyper-développée qui s'alimentent réciproquement. Il ne s'agit pas d'éviter un emballement du climat, mais bien de

reconstruire une société dans sa globalité. Or un changement social radical ne fera pas, comme son nom l'indique, l'économie d'une révolution sociale s'attaquant à la "racine" des phénomènes. Ce n'est qu'en créant des groupes égalitaires et autonomes, fédérés entre eux, des structures sur la base d'unités à petite échelle, que les populations pourront se réapproprier leur avenir. L'objectif d'émancipation, l'aspiration des individus à travailler moins doivent conduire à définir librement les besoins individuels et collectifs, la finalité de la production.

Il faut profiter de l'occasion pour renverser le modèle capitaliste, la course à l'artificialisation des conditions de vie, la civilisation "hors sol". Abandonner une agriculture dont la productivité réelle a diminué à mesure que les exploitations dépendaient de plus en plus des combustibles, des fertilisants et du machinisme, au profit d'une agro-écologie qui reconstruit les sols et les écosystèmes en restructurant les communautés paysannes. L'avenir post-pétrole et post-croissance sera inévitablement plus sobre.

J-P Tertrais,

*Groupe La Commune (Rennes)
Fédération anarchiste*

Communiqué de la Fédération anarchiste

Vendredi 13 novembre, au fil des événements, l'inquiétude grandissante a peu à peu laissé la place à la consternation la plus profonde et à la colère face au bilan sans cesse plus lourd des attentats qui ont eu lieu à Paris : un bain de sang inutile, atroce, nauséabond, rappelant les pires exactions dont l'humanité sait malheureusement se montrer capable.

Les adhérent.e.s et sympathisant.e.s de la Fédération anarchiste sont révolté.e.s contre ces actes de la barbarie. Nous adressons toute notre sympathie aux personnes qui ont subi ces violences, à leurs familles, à leurs ami.e.s, à ceux et celles qui y sont resté.e.s et à celles et ceux qui ont heureusement sauvé leur peau.

Des assassins intoxiqués par une idéologie délirante ont fait régner la terreur à Paris comme ils la font régner au Moyen-orient et en Afrique. Ils peuvent se réclamer d'un dieu ou de la souffrance des populations en Syrie, en Palestine ou ailleurs. Ils ne sont que des meurtriers qui tentent dérisoirement de donner une justification à leurs actes. Ils n'en ont aucune.

Nous rejetons tout autant les tentatives d'amalgames qui n'ont pas manqué d'apparaître. L'essentiel de ce que l'on

catégorise comme des populations musulmanes, sont des individus comme les autres : certains pratiquants, d'autres seulement croyants, d'autres encore athées, tous voulant simplement vivre en paix. Nous en avons tous et toutes le droit légitime.

Nous ne cautions pas davantage les accents guerriers que ces exactions ont instantanément suscitées. L'état d'urgence en France, la tentation de soutenir Bachar El-Assad, de redoubler les bombardements sur des objectifs soi-disant ciblés mais qui font toujours plus de victimes parmi des populations civiles prises en otage, déplacées, dépecées. La guerre engendre toujours la guerre.

Nous veillerons enfin à la mesure de nos moyens à ce que les migrant.e.s ne subissent pas les conséquences des exactions commises par ces fous de dieu qu'ils et elles ont fuit en quittant leur pays dans des conditions extrêmes. C'est la solidarité sans faille de tous ceux et celles qui subissent l'oppression, qui permet l'émancipation.

Ni dieu, ni maître !

Fédération anarchiste

Réflexions sur une agriculture paysanne maîtrisée

L'année 2014, classée la plus chaude jamais enregistrée par l'Organisation météorologique mondiale, a été marquée par une multiplication d'événements météorologiques extrêmes. Pratiquement plus personne, sinon quelques illuminés, ne nie l'évidence : la température mondiale se dirige vers une hausse de 4 °C d'ici la fin du siècle. Or, au-delà d'une augmentation de 2 °C, les conséquences mettent en danger notre écosystème.

Les petits paysans dépassés

Les multinationales sponsorisées par la finance internationale n'ont pour objectif que leurs seuls profits, totalement hermétiques aux conséquences de l'industrialisation à outrance sur la biodiversité : sécheresses, inondations, pertes de récoltes, mais aussi catastrophes sanitaires, destruction des savoirs et des pratiques paysannes et déplacement des populations. L'utilisation massive des intrants chimiques et énergétiques fossiles conduit à la destruction de nombre d'espèces animales. L'élevage intensif et la monoculture sont responsables de la production de carbone et de la disparition progressive de sols riches en humus et de forêts. L'industrialisation de l'agriculture a débouché sur une surproduction. Mais, tandis que les petits paysans produisent plus de 70 % de la nourriture consommée sur la planète en n'utilisant qu'un quart des terres cultivées et des ressources en eau, l'agriculture industrielle ne produit qu'un quart de la nourriture en immobilisant les trois quarts des ressources ! Alors que le rôle de l'agriculture et des plantes est de transformer l'énergie solaire en carbone (puis en sucres, en fibres et en protéines) pour nourrir les humains et les animaux, l'industrialisation en a fait une activité consommatrice d'énergie fossile, anéantissant ses effets bénéfiques. Les populations rurales des "pays du Sud" sont le plus fortement soumises aux événements climatiques extrêmes et à l'accaparement des terres, entraînant un cortège de millions de réfugiés qui se déplacent pour fuir des zones devenues inappropriées à l'agriculture. Rendre la terre aux centaines de millions de paysans sans terre est le seul moyen de produire une nourriture abondante en contribuant à refroidir la planète.

La foire lucrative aux fausses solutions

Alors qu'un changement de modèle s'impose, les dérèglements climatiques deviennent une opportunité de profits pour l'industrie et les multinationales qui envahissent le "marché" de fausses solutions : les OGM, les herbicides, les biotechnologies,



la géo-ingénierie (qui propose de "manipuler" le climat), les nanotechnologies, etc. Les agrocarburants phagocytent des millions d'hectares pour alimenter les machines, alors qu'ils devraient être couverts de forêts ou de cultures vivrières. De plus, la biomasse (plantes, algues, résidus organiques, fumier, etc.), censée remplacer le pétrole réduit la vie marine et empêche les sols de récupérer la matière organique nécessaire à leur fertilité et à leur protection contre l'érosion. Ces prétendues solutions "d'agriculture intelligente" sont une coquille vide portée par les multinationales et les gouvernements qui font passer et financer leurs innovations industrielles et biotechnologiques devant l'autonomie paysanne pour une alimentation rationnelle.

Revenir à l'agriculture paysanne

Les régimes alimentaires actuels des pays occidentaux intègrent, certes, une part carnée trop importante par rapport aux besoins, et diminuer la consommation de viande est une nécessité sanitaire autant qu'écologique. Cependant, cette diminution doit s'accompagner de revendications autour de l'élevage : suppression des élevages industriels et des concentrations régionales d'animaux et soutien des pratiques paysannes et pastorales. Pour autant revendiquer la disparition totale de l'élevage, c'est faire le jeu de l'industrie qui attend avec impatience que la société civile lui fraye le chemin vers une viande sans élevage, fabriquée en laboratoire par la biologie de synthèse. La solution est plutôt du côté d'un élevage qui répond aux pratiques de l'agriculture paysanne (bonnes conditions d'élevage, qualité des produits et de l'environnement), et qui fait vivre de nombreux paysans dans le monde. C'est en effet

l'agriculture paysanne qui maintient des surfaces considérables de prairies permanentes (11 millions d'hectares en France). Les prairies sont de véritables puits de carbone permettant son stockage dans le sol. Elles sont également garantes du maintien de la biodiversité végétale et animale. Par exemple, les déjections animales sont d'excellents fertilisants du sol et permettent la vie de nombreux insectes et micro-organismes, limitant ainsi l'utilisation d'engrais de synthèse. De fait, dans les pays aux climats tempérés, une production végétale paysanne n'est pas possible sans apports aux sols grâce à l'élevage. Pour autant, l'agriculture a besoin d'une vraie politique agricole et alimentaire. La Politique agricole commune de l'UE (PAC) est excluante et dépourvue de mécanismes efficaces de régulation. Ses effets ne sont pas à la hauteur des enjeux sociaux, alimentaires et environnementaux. Les accords du "libre-échange" actuellement négociés ou en cours de négociation (Tafta, Ceta, APE) livrent l'agriculture et l'alimentation au libéralisme le plus débridé, à une agriculture mondialisée très néfaste pour l'environnement et le climat. Enfin, les pays du Nord doivent reconsidérer leurs modes de production et de consommation pour permettre aux populations des pays du Sud de vivre décemment.

Patrick Schindler,
*Groupe Claaaash
Fédération anarchiste*

et JP,
Confédération paysanne.

La géopolitique de la COP 21 et le capitalisme vert

L'objectif proclamé de la COP 21 est de "lutter contre le réchauffement climatique". Mais qu'en est-il réellement ?

Du "refroidissement global" au "réchauffement global"

La COP 21 s'appuie sur le GIEC qui, comme son nom l'indique (Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat), est un organisme politique, lequel demande des expertises à des savants de son choix. Or, contrairement à ce qui est régulièrement avancé, il n'y a pas consensus scientifique sur la question climatique. Et les désaccords ne se situent pas sur les mêmes plans, ce qui rend le dossier d'autant plus complexe.

Le seul constat partagé par tous les savants est l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère depuis un siècle. Tout le reste n'est qu'hypothèses et difficultés d'interprétation. Le rapport entre CO2 et effet de serre additionnel n'est pas simple. Dans les années 70, des scientifiques (Stephen Schneider, John Holdren, l'Académie nationale des sciences américaine...) annonçaient qu'un nouvel âge glaciaire était proche : le *global cooling*. À l'époque, on observait en effet un refroidissement des températures dans certaines régions de l'hémisphère boréal (de 1940 à 1973, en gros). Holdren, qui deviendra le "conseiller scientifique et technologique en chef" du président Obama, admet désormais le *global warming*, mais il n'a pas varié sur un point : son soutien à l'électro-nucléaire.

Pas d'uniformité et des situations géographiques contrastées

La réalité de ce "réchauffement global" est complexe. Même l'élévation du niveau des océans est sujette à interrogation. Au-delà des problèmes de mesure et d'interprétations, il ne faut pas perdre de vue que nous sommes dans un système concurrentiel – le capitalisme – et que la compétition (pour les budgets, la notoriété, l'oreille du politique...) est également vive entre savants, lesquels sont réciproquement instrumentalisés par la politique et la géopolitique.

L'avant-garde du capitalisme vert : le Club de Rome

À la fin des Trente Glorieuses, l'avant-garde de la bourgeoisie comprend qu'il ne faut pas scier la branche écologique sur laquelle sont assis ses profits. Elle mène dès lors une campagne active pour influencer sur les politiques de gestion des ressources, en appuyant l'idée d'une

gouvernance mondiale – dont elle serait évidemment le principal prescripteur –, et via une sensibilisation des masses à coups de catastrophisme.

Le Club de Rome deviendra une de ses plateformes d'action privilégiées. Fondé en 1968, ses membres ne sont pas de doux écologistes, de gentils naturalistes ou de farouches révolutionnaires, mais des dirigeants de haute volée. On y compte des industriels, des diplomates, le secrétaire de la Communauté Européenne Charbon-Acier, l'un des fondateurs de la Trilatérale, le responsable français de la Commission des Opérations de bourse... Oligarchie cooptée et non démocratique, le Club de Rome fonctionne avec d'autres clubs du même genre (Trilatérale, Groupe Bilderberg, Forum de Davos...). Ils agissent, très ouvertement, dans le sens de leurs seuls intérêts : ce sont tous de farouches partisans de l'électro-nucléaire. Et comme le nucléaire est faiblement producteur de gaz à effet de serre, si on promeut la théorie d'un réchauffement global – en médiatisant les travaux des scientifiques qui soutiennent cette thèse ou, comme le GIEC, en finançant leurs travaux... –, on peut légitimer et promouvoir le nucléaire...

Bert Bolin, météorologue suédois, premier président du GIEC fondé en 1988 grâce au G7 était un défenseur acharné du nucléaire. Avec son ami Maurice Strong, premier président du PNUE (Programme des Nations-Unies pour l'Environnement), comme lui membre du Club de Rome, il participe à la Commission Brundtland (1987) qui, outre le "développement durable", entérine le *global warming*.

La bataille pour les énergies et la puissance industrielle

La problématique du secteur nucléaire et celle du secteur pétrolier ne se superposent pas, ni géographiquement, ni politiquement, ni géopolitiquement, en fonction des gisements, des stratégies techno-industrielles et des enjeux militaro-diplomatiques. Cela rend sa géographie complexe, et nous éloigne de toute explication simpliste (théories du complot, les Américains contre les Chinois, les méchantes multinationales contre les gentils écologistes, etc.). Les États-Unis constituent le grand terrain d'affrontement entre les compagnies pétrolières historiques et les nouveaux venus de l'électro-nucléaire, d'où les hésitations analytiques aussi bien chez les scientifiques que chez les dirigeants politiques. Mais la situation change déjà avec

l'exploitation des gaz de schiste. La Chine productrice de charbon et importatrice de pétrole ne fait pas du nucléaire une priorité et investit massivement dans les énergies renouvelables

Des trois grandes puissances anciennement industrielles de l'Union européenne, deux sont pro-nucléaires (la France et le Royaume-Uni), l'autre non (l'Allemagne). Des pays ont renoncé au nucléaire (outre l'Allemagne : la Suède, la Confédération helvétique, l'Autriche, l'Italie). Un cherche son chemin de Damas (le Japon)...

Autrement dit, l'enjeu climatique qui oppose l'industrie nucléaire et l'industrie pétrolière, les anciens pays industrialisés et le pays "émergents" fait s'affronter des firmes multinationales entre elles (parfois provenant du même pays), des secteurs politiques à l'intérieur d'un même pays ou entre États rivaux.

L'entrée en bourse du marché du carbone et les échanges géopolitiques de quotas de gaz à effet de serre alimentent la machine du capitalisme vert. Le promoteur secteur des énergies renouvelables qui s'y ajoute est traversé par les batailles technologiques et les conquêtes de marché.

Le succès ou l'échec des sommets internationaux consacrés au climat comme la COP 21 doit être jugé à l'aune de ce contexte.

À bas le capitalisme vert

Le Club de Rome, le GIEC et la COP 21 prônent le principe d'une gouvernance mondiale appuyée sur des experts, non démocratiquement élus, sinon indirectement par des systèmes pyramidaux de délégations de pouvoir, et fonctionnant en réseaux consanguins.

Cette gouvernance constitue ce qu'il faut bien appeler "l'écocratie" ou "l'écocrature". Elle ne vit que grâce aux subsides et aux ambitions de pouvoir, politique ou symbolique. Ses armes sont bien connues : simplification démagogique et abêtissante des faits, rhétorique de peur et de culpabilisation, mélange de vraies problématiques et de faux diagnostics, catastrophisme.

Il serait pour le moins curieux que les libéraux marchent dans cette vaste combine... Il ne s'agit pas de se battre pour le climat, mais contre ce système, de rompre avec le capitalisme et son monde.

Philippe Pelletier

Groupe Makhno

Fédération anarchiste

Auteur de *Climat et capitalisme vert* (Nada éditions)